

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois... 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Un an... 112 fr.
Chèque postal Lorient 658-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Vengeance ou « réciprocité »

Il est peut-être un peu prématuré d'affirmer que « la vengeance » ou plutôt, l'acte, le geste de vengeance, n'est pas anarchiste. Pourquoi ne le serait-il pas ? Le geste de vengeance individuel, bien entendu. La vengeance n'est pas anarchiste lorsqu'on la présente comme un dogme, quand on prescrit par exemple que dans toutes les occasions on rendra le « mal » pour le « mal ». Il est aussi peu anarchiste de décréter qu'on rendra toujours le bien pour le mal, que le mal pour le bien — voilà la vérité. Ce qui est anarchiste, c'est de dire que selon les circonstances et selon les cas, on agira à l'égard d'autrui comme il a agi à votre égard. Il y a des cas où il vaut mieux dédaigner le tort qui vous est fait, il y en a d'autres où le subir sans réagir est synonyme de lâcheté ou de basse résignation. C'est à l'unité individuelle de déterminer les cas où il convient, pour son propre développement, de réagir et ceux où il vaut mieux, pour sa propre sculpture, s'en insoucier. C'est à l'individu de déterminer les circonstances où la vengeance est de rigueur et non pas à quelqu'un d'interposé — à moins, bien entendu, qu'on ne lui demande d'intervenir.

M'est personnellement avis qu'il n'est pas d'amour sans haine. C'est une opinion personnelle, je le répète, non pas un dogme. Pourtant, là où manque la haine, l'amour fait défaut. C'en est toujours ainsi dans la nature.

L'homme accompagne la lumière. Il n'est pas bon pour les récoltes qu'il ne fasse que pluie ou sécheresse. D'ailleurs, je ne veux point dire que la haine fasse toujours équilibre à l'amour. Mais si nous voulons la liberté de l'amour, nous voulons aussi la liberté de la haine. Nous entendons rester les maîtres de nos amours comme de nos haines, puisque nous ne voulons les imposer à personne, après tout. Et c'est cela qui est anarchiste.

Si le mot vengeance fait peur, qu'on le remplace par celui de réciprocité. C'est dans ce dernier sens, bien entendu, et non pas dans un esprit de méchanceté, que j'entends le terme vengeance. Je pose ceci en thèse : qu'il est inconcevable que nous laissions infliger de la souffrance, à nous et à nos camarades, sans réagir, sans répondre par la réciprocité, sans riposter. Sinon, nous risquons de devenir rapidement des dupes ou des complices. C'est pourquoi, quelles que soient les divergences de doctrine qui puissent se séparer du Libertaire, j'applaudis des deux mains aux campagnes qu'il mène en faveur des camarades sur lesquels s'acharne la vindicte « bourgeoise ».

La camaraderie, somme toute, c'est une association d'égoïstes dont les composants ont conclu une entente tacite aux fins de s'épargner mutuellement toute espèce de souffrance évitable. Mais elle n'est pas seulement cela, elle implique participation à la douleur que les institutions et les constituants du milieu autoritaire peuvent infliger à ceux qui font partie de l'association. Je ne dis pas qu'on se trouve toujours en situation de participer ou d'inventer de façon active, je maintiens qu'on n'est pas un camarade si tout au moins, en son for intérieur, on ne se sent pas ému, atteint, par la peine dont pâtit son co-associé, par le fardeau sous lequel il plie. Non, au delà de soi, tout au moins, on ne peut rester neutre, on ne peut s'abstenir de prendre parti pour l'anarchiste que l'anarchiste moleste, que tourmente le *rénégat* anarchiste. Indifférence, en pareil cas, équivaut à trahison.

Dans tout compagnon blessé ou meurtri par une institution autoritaire, par tout membre d'une société autoritaire, il y a un autre « moi », un autre « égoïste » qui souffre. Je vais plus loin encore : il n'en est pas moins intéressant parce que c'est par sa faute qu'il souffre. Non seulement parce qu'il est très difficile d'établir impartialement ce qu'il faut entendre par cette expression « par sa faute » — mais encore et surtout parce qu'il appartient à notre association, dont l'existence dans un milieu hostile n'aurait aucune raison d'être, si une solidarité volontairement consentie n'en réunissait pas tous les membres.

On m'a quelquefois pris à parti parce que j'exposais mon idée des « deux morales ». La voici : Il est de toute évidence que je n'agis pas de la même façon envers les miens qu'à l'égard des étrangers — « bourgeois », « petits

bourgeois » en redingote ou en blouse. Je sais qu'il est des « étrangers » qui ne le sont que d'apparence — qui, en leur for intérieur, sont des miens. Leur attitude vis-à-vis de moi l'indique immédiatement : ils ne cherchent point à me faire tort ou, si cela leur arrive, ils le réparent ; lorsque entre eux et moi surgit quelque difficulté, ils cherchent à la dissiper et non à envenimer le malentendu ; ils sont guidés dans leurs rapports avec moi par un esprit de conciliation et de bonne volonté. Ce sont des « copains » qui s'ignorent. Quant aux étrangers, pour de vrai — tant pis pour ceux à qui cela ne convient pas — je ne me sens lié à eux par aucun engagement. Je suis toujours prêt, dès que j'y ai intérêt, à rompre sans préavis tout contrat qu'ils m'auraient imposé. Je me trouve à leur égard dans la situation de l'ouvrier vis-à-vis du patron, qui fait grève quand l'exploiteur a le plus besoin de lui. Ils n'appartiennent pas à mon milieu ou l'ont quitté, et je sais, par expérience, que « bourgeois » et « petit bourgeois » pour de vrai ne nous épargnent pas, le cas échéant.

Je parcourais il y a quelques jours un livre qu'un bourgeois libéral, Louis-F. Post, ancien fonctionnaire du Service de l'émigration aux Etats-Unis, a publié tout récemment sur « Le détre des déportations en 1919-1920 ». On déportait alors au petit bonheur, en Amérique, tout étranger suspect, qu'on soupçonnait appartenir à une association « rouge ». M. Post raconte — en se plaçant au point de vue bourgeois — comment les agents de justice opéraient. C'est édifiant et ça vaut la peine d'être raconté :

« Comparant leurs souffrances à des « rats moraux » menaçants pour la communauté — laquelle assertion ils ne purent que vérifier très rarement, et ne prouver que trop faiblement pour engager une action légale — les détectives se complurent en cette notion malfaisante qu'en attrapant leurs « rats moraux » l'efficacité de la trappe valait mieux que sa raison d'être. C'était une nouvelle version de cette maxime désuète que « la fin justifie les moyens » — avec cette variante que la fin n'avait même pas besoin de justification.

« Les détectives officiels envahissaient de très bonne heure de paisibles demeures, sans mandats d'arrêt, sous le simple prétexte d'un danger pour la société. Ils arrêtaient les suspects dans leur lit, saisissaient leurs biens, perquisitionnaient, traînaient leurs prisonniers au commissariat le plus proche ou — même avant que fût levé le soleil — ils subissaient un interrogatoire renforcé « au troisième degré » (c'est-à-dire avec « passage à tabac »), tout cela pour découvrir les preuves d'un délit chimérique. D'autres fois, les détectives opéraient l'arrestation de toutes les personnes présentes à une réunion, les collaient contre les parois de la salle et les fouillaient brutalement à la manière de voleurs de grands chemins assaillant des voyageurs. La fouille achevée, ils laissaient partir les Américains, mais emmenaient les étrangers à la maison d'arrêt la plus voisine, menottes aux mains. Les prisonniers étaient tellement remplis et on y laissait si longtemps les victimes de la rafle que l'odeur finissait par en asphyxier un certain nombre. Les prisonniers étaient mis au secret pour de longs jours, on leur interceptait leurs lettres, on leur interdisait de correspondre avec des avocats, on laissait leurs familles dans l'ignorance de leur sort et en proie à mille inquiétudes, on leur retirait le bénéfice de la loi *habeas corpus*. Et tout cela illégalement... Il s'est alors commis en Amérique les faits tant de fois reprochés aux polices secrètes de l'Allemagne impériale et de la Russie tsariste... »

« En général, les enquêtes démontraient que les étrangers arrêtés étaient des ouvriers irréprochables, sans antécédents judiciaires quelconques, qui n'étaient ni anarchistes ni révolutionnaires, ni dangereux pour la société en aucun sens. Nombre d'entre eux étaient les pères d'enfants américains. Ne pouvant fournir aucune caution, ils restèrent très longtemps en prison et cela pour le crime d'avoir fréquenté des amis originaires du même pays qu'eux et parlant la même langue... Nombre de déportations que je dus contester n'avaient pas d'autre explication. Quant aux véritables « conspirateurs », à ceux qui pouvaient mettre réellement en danger les institutions américaines, mon impression toujours plus fondée

est que les détectives n'ont jamais mis la main dessus... »

« Toute cette campagne « rouge » me paraît avoir été menée par des détectives, des mouchards au service d'agences privées, subventionnées par de puissantes corporations patronales, ayant intérêt à semer et à intensifier les soupçons et la haine parmi les ouvriers d'industrie... »

Je cite ce passage pour montrer que les vengeances (?) que nous tirons (?) des « bourgeois » sont pures bagatelles comparées à l'arbitraire dont ils usent à l'égard de ceux dont ils craignent l'action, à tort ou à raison. C'est pourquoi en conceit qu'en certains cas on n'éprouve pas de remords à « tirer les premiers ».

E. ARMAND.

LE FAIT DU JOUR

Ce qui ne changera pas

Que M. Millerand reste ou s'en aille ; que Herriot constitue un cabinet avec sa majorité parlementaire ou que Maginot soit chargé par Millerand dictateur de gouverner contre le pouvoir législatif, avec ou sans Constitution, d'accord ou non avec les principes républicains, tant qu'il y aura un Etat, une autorité, nous savons bien ce qui ne changera pas : c'est l'exploitation capitaliste, c'est le servage du prolétariat.

Peut-être, demain, l'homme de Ba-Ta-Clan vicié, fort de l'appui des gros régimes de l'industrie, risquera le coup de force contre le Parlement. Peut-être, au contraire, arrivera-t-il à s'entendre avec les triumvirs du Bloc des Gauches. Peut-être Millerand démissionnera-t-il.

De toutes façons, comme sous Mussolini, comme également sous Mac Donald, les mineurs extraîtront, au prix de leur vie, le charbon dont disposeront les actionnaires des sociétés minières, les métallurgistes construiront pour les trafiquants de la haute industrie et de la haute banque, les ouvriers de l'alimentation ne produiront que pour permettre aux trafiquants de l'exportation d'accumuler les millions à gaspiller. Ce qui ne changera pas, c'est le travail exploité, opprimé.

Demain, sous Millerand dictateur ou sous Herriot, ou sous Caillaux, les prolétaires n'auront qu'une ressource pour affirmer leur vie : la révolte, fût-elle désespérée.

Mais les ouvriers doivent vouloir que tout cela change. Ils entendront la parole des anarchistes qui leur disent : « A la violence des hommes d'autorité, à l'illégalité des gens de parti, opposez votre propre violence. Tandis qu'ils se disputent le gteau du pouvoir, emparez-vous à leur barbe des biens qui vous appartiennent : vos instruments de travail, vos usines, vos champs, et organisez la libre consommation. »

Que Millerand ou Herriot triomphe, les travailleurs ne trouveront jamais d'autres solutions que celle-là. Et c'est l'Anarchie qui seule peut la leur donner complète.

Nos Collaborateurs

En annonçant à nos lecteurs, le 20 mai, que le Libertaire quotidien était sauvé, nous ajoutions, en même temps que toute notre joie, que des démarches allaient être faites auprès des camarades de toutes les tendances de l'anarchisme et des individualités sympathiques à nos idées pour qu'elles donnent une collaboration régulière au quotidien de la pensée anarchiste.

Nous avons tenu notre promesse, et nous pouvons, dès aujourd'hui, vous indiquer les résultats de notre fraternel appel à la concorde et à l'entraide entre tous les militants dont le cœur est également plein d'amour pour la même cause.

Madeleine et André Colomer, Chazoff, Lecoin, Baillot, Broutchoux, Loréal continuent à « confectionner » chaque jour le journal ; Armand, Julia Bertrand, Bastien, Besnard, Decarsin, Sébastien Faure, Férandel, Le Meillour, Mercereau Mualdès, Marcel Millet, Nadaud, Vigné d'Occon, Han Ryner, Jules Rivet, Maurice Wullens, Vidal, Veber continueront d'être ou seront d'assidus collaborateurs de notre quotidien.

Han Ryner, qui est pris par des travaux et qui doit s'absenter de Paris cet été, ne nous a pas promis de très nombreux articles pour ces premiers mois, mais il espère pouvoir, dès l'automne, nous donner une chronique presque régulière.

Parmi les camarades cités plus haut, une dizaine d'entre eux feront à tour de rôle, chaque dix jours, l'article leader ; d'autres, tiendront des rubriques spéciales.

Tous les amis auxquels nous avons écrit ne nous ont pas répondu. Mais, par exemple, la réponse de Gérard de Lacaze Duthiers et de Voline ne fait aucun doute, de même que celles d'autres camarades que nous vous ferons connaître au fur et à mesure qu'elles nous parviendront.

« Le Libertaire quotidien, a dit le Congrès anarchiste d'août 1923, ne pourra vivre et se développer que s'il est l'organe de toutes les tendances anarchistes. »

Le Libertaire quotidien vivra et se développera, déclarent toutes tendances réunies, la plupart des militants anarchistes.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Abrogez les lois scélérates, rétablissez le régime politique

En votant, en 1904, les lois scélérates, le Parlement, sous le coup de la peur suscitée par la bombe d'Emile Henri, a surtout voulu rassurer la bourgeoisie apeurée et se rassurer lui-même. Tout porte à croire qu'il n'a pas mesuré toute l'étendue de son geste, qu'il n'a pas compris, sur le moment, l'usage que pourrait, par la suite, en faire le gouvernement. En un mot, toute l'ignominie de sa conduite ne lui apparut pas immédiatement.

Depuis trente ans, les gouvernants qui se sont succédé ont « appris » à se servir de cette loi. On peut dire quelle est devenue la « loi des suspects », et avec une bonne volonté qui le déshonore, le gouvernement en place sait toujours trouver le texte accommodant qui permettra de museler un adversaire, de l'emprisonner, et au droit commun, s'il le peut.

Quel est dans le régime actuel le délit qui ne pourrait tomber sous le coup de la loi ? Quel est le juge ayant un peu de métier, désireux de faire son chemin, docile aux ordres du Pouvoir, qui ne sait pas trouver dans cet arsenal mis à sa disposition l'article de loi — de cette loi abominable — qui débarrassera pour un temps la bourgeoisie du « danger » qui la menace ? Quel est le magistrat de Correctionnelle, cette machine à condamner, qui ne trouvera pas, lui aussi, les attendus nécessaires pour mettre en marche l'appareil répressif

dont le substitut vient de graisser les rouages en pourfendant l'accusé, cet anarchiste dangereux ?

Les lois scélérates, qui sont les lettres de cachet de ce régime, doivent disparaître. Tous les honnêtes gens de tous les partis les condamnent et les réprochent ; ceux qui les ont votées dans un moment d'affolement en ont honte. Abolissez-les ! Vous vous honorez en le faisant.

Il faut aussi que cesse cette infamie de la bureaucratie judiciaire et des succès ministres de la justice, qui consiste à appliquer le droit commun aux condamnés pour faits de grève, à ceux qui sont envoyés en Correctionnelle pour violences aux agents dont ils sont, généralement les victimes dans les manifestations populaires. Tous ces condamnés pour incidents survenus dans les chantiers, tous ceux qui sont emprisonnés à la place de leurs ingénieurs dont l'impéritie, l'incapacité ont causé des accidents graves, doivent, eux aussi et sans formalité, immédiatement être mis au régime politique.

Rétablissez le régime politique, ce n'est pas une faveur, c'est un droit que ne contestent ni Louis-Philippe, ni Napoléon III. Gouvernants nouveaux, vous ne pouvez pas, vous ne voudrez pas qu'on puisse dire de vous que vous êtes au-dessous de l'empire.

Le Comité de Défense Sociale, in

VERS UN COUP D'ETAT ?

Herriot refuse le pouvoir Millerand se cramponne à l'Elysée

Que fera le Bloc des gauches ?

Après avoir consulté les présidents du Sénat et de la Chambre, qui lui conseillèrent d'appeler Herriot à la présidence du Conseil, Millerand fit mander le député du Rhône à l'Elysée. Une heure après son arrivée, Herriot ressortait par une porte dérobée et déclarait aux journalistes : « L'Elysée va vous donner un communiqué. »

A 17 h. 25, la présidence de la République communiquait la note suivante :

Conformément aux indications des présidents des deux Chambres, qu'il avait reçus dans l'après-midi, le président de la République a fait prier M. Herriot de se rendre à l'Elysée.

Après lui avoir rappelé les grandes lignes de la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur, M. Millerand lui a demandé s'il voulait lui prêter son concours pour la formation du nouveau Cabinet, en vue de l'application des idées que le suffrage universel a fait prévaloir dans la récente consultation.

Un échange de vues s'est ensuite établi, au cours duquel ne s'est révélé aucun désaccord sur le programme.

Le député du Rhône ayant soulevé la question présidentielle, M. Millerand a déclaré qu'il ne saurait accepter d'examiner

une question que le respect de la loi interdisait de poser.

La Constitution a fixé à sept ans la durée du mandat présidentiel. Appelé pour sept ans à l'Elysée, le président tient pour son devoir envers la République et la France d'y demeurer jusqu'au terme légal de son mandat.

M. Millerand est résolu à faire tout ce qui dépend de lui pour assurer le respect de la Constitution et pour écarter un précédent dont on ne saurait mesurer le péril.

Sans discuter ces raisons, M. Herriot a simplement répondu qu'il ne croyait pas, personnellement, pouvoir accepter la mission que le président avait bien voulu lui offrir.

Le président de la République compte poursuivre, ce soir, ses consultations.

Ainsi donc, Herriot refuse d'accepter des mains de Millerand le portefeuille ministériel, et l'homme de Saint-Mandé, devant la volonté de la majorité des Chambres, refuse de s'incliner et veut rester à l'Elysée jusqu'en 1927.

Une crise sans précédent est ouverte chez les politiciens. Un président de la République est mis en demeure de décamper, et celui-ci dit que le Suffrage Universel, que ce qu'il appelle encore, pourtant, la volonté du Peuple souverain, n'a aucun pouvoir sur lui, président élu pour sept ans. Que va-t-il résulter de ce conflit aigu entre les Chambres et l'Elysée ?

Maintenant, aucun homme catalogué de gauche — c'est-à-dire aucun membre de la majorité parlementaire — n'acceptera de former le ministère.

Il faudra donc que Millerand cherche ailleurs. Où va-t-il orienter ses recherches ? Nécessairement, ce sera vers les élus du Bloc National qu'il ira chercher son président du Conseil.

Quel sera cet homme ? Dans les couloirs de la Chambre, un bruit circulait hier, — bruit qui prenait consistance.

Millerand irait chercher le sinistre imbécile Maginot et chargerait l'homme de chez Maxim's de former un cabinet. Mais comme le grand escogriffe n'a aucune chance d'être agréé par la Chambre, il ferait un petit coup d'Etat en prenant, immédiatement après la constitution de son ministère, un décret de clôture des Chambres.

Que fera alors, dans cette conjoncture, la majorité du Bloc des Gauches ? Le Parlement ne pourra plus se réunir sans être convoqué par le président du Conseil, ou bien ses réunions seront illégales.

Les députés de gauche disaient hier qu'ils s'opposeraient à tout ministère formé sous la présidence de Millerand. Comment résisteront-ils ? Refuseront-ils d'évacuer la salle des séances ? Ce serait un geste sans efficacité.

Alors, essaieront-ils de faire appel au

Nos meetings pour l'Amnistie totale

La tournée de l'ami Chazoff bat son plein dans le Sud-Est.

Une autre tournée est décidée pour la semaine prochaine dans le Sud-Ouest ; ce sont nos camarades Boudoux et Loréal qui l'assureront.

Elle se déroulera de cette façon :

BORDEAUX, le 11 juin.
TARBES, le 12 juin.
BAYONNE, le 13 juin.
LE BOUCAN, le 14 juin.
BIARRITZ, le 15 juin.

Puis, comme nous l'avions déjà annoncé, d'autres grands meetings en faveur des emprisonnés auront lieu à :

LIMOGES, le samedi 7 juin ; orateur : Loréal.

RENNES, le mercredi 11 juin ; orateur : Le Meillour.

BREST, le jeudi 12 juin ; orateur : Le Meillour.

LE HAVRE, le vendredi 13 juin ; orateur : Broutchoux.

Au moment où les « vingt-sept mille » s'apprêtent à voter une amnistie bâtarde, tous nos camarades des villes ci-dessus désignées feront œuvre excellente en travaillant au plein succès de ces réunions.

peuple ? Car seul, ce recours existe contre une tentative de dictature.

Mais encore, comment s'y prendront-ils ? Pas par la voie électorale, car le ministère réactionnaire ne le leur permettra pas. Alors ? Nos politiciens comprendront-ils que contre la dictature une seule arme est possible : la descente du peuple dans la rue ?

Nous autres, anarchistes, nous nous opposerons de toutes nos forces à la dictature de droite, comme nous nous opposons à la dictature de la démocratie.

Contre une tentative d'instaurer en France un fascisme, les anarchistes se dresseront unanimes et combattront par tous les moyens le ridicule Maginot, qui n'est même pas un Mussolini, mais tout au plus un homme grotesque comme Primo de Rivera.

Allons-nous être obligés, demain, de sonner le rappel de toutes les volontés de liberté ?

L'opposition des députés sera purement verbale ; il faudra autre chose que cela pour abattre une tentative de dictature.

Il faudra peut-être que le peuple descende dans la rue, emploie sa seule arme efficace : l'insurrection, pour renvoyer les aspirants dictateurs à leurs affaires privées.

Et les anarchistes seront parmi les premiers qui descendront dans la rue.

Le Bloc des Gauches se contentera-t-il de discours ?

L'heure est grave, plus chargée en possibilités de lutte que certains ne le croient.

Anarchistes, veillons au grain et préparons-nous à combattre les dictatures, toutes les dictatures !

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

On a validé encore

Les élections du Finistère, de l'Indre-et-Loire, de l'Yonne, de l'Aude, de la Martinique ont été ratifiées hier par la Chambre sans protestation aucune.

Celles de la Moselle furent cause d'un débat : Renaud Jean, bolcheviste, accusa De Wendel et ses colistiers de corruptions électorales et demanda un supplément d'enquête concernant leurs élections.

De Wendel, du Comité des Forges, monta à la tribune pour se défendre et ce fut pour s'accuser. Il admit avoir remis 120.000 fr. à des sociétés de sport quelques jours avant le 11 mai, mais ajouta qu'il avait fait ce don par pur patriotisme. Personne ne le crut, mais 250 députés contre 187 validèrent son élection.

J'enlendis affirmer à côté de moi, après ce vote, que le Comité des Forges conservait toujours sa majorité à la Chambre des députés.

On nous inflige encore un scrutin public pour savoir si le Parlement siégerait mardi, comme le proposaient les droites, ou aujourd'hui vendredi, comme le demandaient les gauches. Les gauches eurent gain de cause par 324 voix contre 200.

Et nos parlementaires pensèrent avoir assez fait pour leurs 72 francs de salaires journaliers.

Ah ! j'oubliais : au début de la séance, la majorité a voté l'affichage de l'allocation prononcée la veille par Painlevé. C'est l'ère des économies qui commence.

L'Antiparlementaire.

Les véritables voies de la Révolution sociale

par A. ARCHINOFF

La révolution aura ensuite à trouver la solution de la question agraire. Des les premiers succès remportés par la révolution les paysans ne tarderont pas à s'emparer de tous les biens fonciers et de tous les instruments de travail agricole se trouvant entre les mains des exploitants du labour d'autrui. Il incombe à la révolution, en la personne de toutes les organisations des ouvriers et des paysans, d'assurer, d'un accord commun, la possession du sol et de tous les instruments de travail agricole à la population paysanne à laquelle ils reviennent de droit. La question des formes de la jouissance des terres et de la manière dont la population les travaillera (communale, ou par familles) devra être résolue par les paysans eux-mêmes. Les organisations ouvrières ne pourront exercer dans ce domaine qu'une influence idéologique. Il serait évidemment désirable que cette influence se fasse sentir dès le début dans le sens d'une exploitation et d'une culture communales de la terre, car ce sont là les formes auxquelles les travailleurs devront arriver tôt ou tard par les lois du développement social et technique du travail. Plus la propagande de ces idées sera menée largement et énergiquement dès aujourd'hui, plus les résultats s'en feront sentir au moment de la révolution. Le côté matériel et technique de la question — les instruments du labour agricole — aura une importance à peine moindre pour la méthode communale de la culture et de l'exploitation de la terre. Plus ces instruments seront puissants et perfectionnés, plus il sera rationnel de les employer pour l'exploitation communale, donc pour la jouissance communale du sol.

La troisième question — l'organisation de la production ouvrière — apparaît particulièrement importante et compliquée au cours de la révolution ; mais elle ne saurait être résolue en dehors de la solution de la question cardinale de toute révolution, du ravitaillement en vivres. N'importe avec quel succès que l'organisation de la production libre ouvrière fut mise en train, si le problème de la fourniture des vivres n'est pas résolu d'une façon rationnelle et heureuse, cette organisation devra infailliblement s'affaiblir, se disloquer et être détruite.

Au cours de la révolution russe le parti communiste a trouvé pour la question du ravitaillement une solution extrêmement simplifiée, pratiquée d'ailleurs en Russie depuis les temps de Tchilingiz-Kan et de Tamerlan. En 1918 lénine lança l'appel : « Tous à la guerre sacrée pour la conquête du pain ! ». De nombreux détachements armés de fusils, de mitrailleuses et même de canons furent formés et expédiés dans tous les coins de la Russie pour réquisitionner et enlever de force le blé aux paysans.

La remarque supplémentaire de Lénine comme quoi ces actes étaient dirigés non pas contre les paysans en général, mais seulement contre les riches fermiers — « koulaks » — n'avait pour but que d'induire les travailleurs en erreur. Comme si tout le blé dont la conquête formait l'objet de ces véritables expéditions militaires était produit sur les terres des « koulaks ! » Tout au contraire, les « koulaks » n'en fournissaient qu'une partie minime. Le fond principal du ravitaillement du pays a toujours été produit par les 70 à 80 millions de paysans pauvres, démunis de tous droits ainsi que de toute propriété. C'est pour la conquête de ce fond que furent entreprises les « croisades » de Lénine. Et l'histoire des trois années pendant lesquelles elles ne discontinuèrent pas, a suffisamment montré combien elles ont apporté de souffrances et de préjudices à toute la population paysanne, et surtout à ses couches les plus pauvres, formant la force vive de la campagne et la base de la production du pays.

Ces détachements qui exécutaient les ordres des autorités centrales personnifiaient en quelque sorte la ville. Et voici que la ville (quoique au fond il n'en fut rien, et que ce ne fut pas la ville, mais un seul parti qui dénégait l'aspect véritable de la ville) venait dans la campagne révolutionnaire pour y chercher du pain à l'aide de la poudre et du plomb. Une ère nouvelle de guerres civiles s'ouvrit entre les masses laborieuses des paysans et les autorités des villes. Cette lutte intestine dura depuis plus de cinq ans au cours desquels une quantité inénombrable de paysans a été tuée, sûrement plus d'un million, des villages en-

liers ont été détruits et brûlés par centaines, et la révolution russe se pâme dans les affres de la faim.

Pour la masse des paysans la poudre et le plomb sont liés si intimement au pouvoir des communistes, qu'ils considèrent avec méfiance même l'échange de marchandises mis à la mode par le gouvernement ces derniers temps et préfèrent avoir affaire à des spéculateurs privés plutôt qu'aux représentants des autorités.

La seule solution de la question des vivres possibles dans la révolution se fera sur la base des liens révolutionnaires unissant la ville et la campagne laborieuses. Jamais les paysans ne voudront céder de bon gré les produits de leur labour aux fonctionnaires de l'Etat qu'ils considèrent non seulement comme inutiles, mais même comme nuisibles à la société des travailleurs. Mais d'autre part les paysans qui se seront emparés par le moyen de la révolution de la terre et des instruments du travail agricole entreront fort volontiers en pourparlers et en relations suivies avec le prolétariat des villes libéré et maître des instruments de la production de richesses énormes : de l'industrie moderne. La création de liens pareils sera considérablement facilitée par la participation de la population paysanne laborieuse à la cause de la révolution (solution du problème premier).

Quand la population paysanne sentira que la révolution n'est pas pour elle une marâtre comme en Russie avec la dictature du parti communiste, mais qu'elle même peut y prendre une part active, elle dénouera ses forces de création sociale et révolutionnaire dans toute leur envergure. Elle ne manquera pas d'avancer de pair avec la classe ouvrière dans la révolution sociale qui lui fera entrevoir des horizons de liberté du travail et d'égalité. Elle soutiendra le prolétariat des villes en lui fournissant des vivres nécessaires, car elle saura que les puissants instruments de la classe ouvrière — la mécanique de l'industrie moderne — ne tarderont pas à être mis au service des besoins de tous les travailleurs, ceux des villes et des campagnes indifféremment.

Des conférences conjointes de paysans et d'ouvriers, conférences de districts, de gouvernements, de provinces, marqueront les premiers pas et les premiers efforts vers la solution des difficultés de ravitaillement, et seront les premiers organes servant à les vaincre ; elles formeront la base de l'union de la ville et de la campagne laborieuses.

Le fond de ravitaillement organisé sur la base d'une alliance de ce genre donnera à la classe ouvrière la possibilité d'établir sur de solides fondements l'œuvre d'une production nouvelle. Mais afin que ce fond de même que la mécanique de la production s'affermisse et se développe sans trêve il faudra que le prolétariat des villes s'occupe dès les premiers jours de satisfaction aux besoins les plus pressants de la campagne. Les efforts mutuels des paysans et des ouvriers parviendront de la sorte à former une base économique puissante pour la révolution, et ni les rois de la finance ni ceux de la ville ne réussiront à les en déloger.

Pour ce qui est de la question de l'industrie, la solution en sera rendue infiniment plus facile par la solution heureuse des questions agraires et de ravitaillement.

L'organisation de la production libre sur les bases de l'auto-direction des ouvriers ne saurait être que l'œuvre des travailleurs prenant part à la production eux-mêmes. Aucune organisation politique ou organisation étatique nouvellement formée ne pourra y être admise. Les conférences (de ville, de district, de gouvernement et de province) des ouvriers, de leurs unions professionnelles et de leurs syndicats, ainsi que les conseils (Soviets) économiques des syndicats formés à cet effet — voici qui devra décider des questions de production dans leur totalité. Ce seront eux qui élaboreront les buts et la direction de la production conformément aux besoins des ouvriers et des paysans, qui créeront des organes pour la distribution et qui veilleront à ce qu'aucun honneur abus ne se produise plus dans les organes désormais libres du travail créatif.

(contin.)

Le Congrès coopératif

Il est des gens qui se lamentent après avoir lu les comptes rendus de certains congrès syndicaux où l'on se chamaille, où la discussion est acharnée, où les tendances s'affrontent.

Je recommande à ceux-là le spectacle ou la lecture des comptes rendus des congrès de la coopération.

Dans ce monde un peu spécial de la coopération, on bavarde moins, on fait moins de discours, on est plus pratique que dans les autres milieux.

Et il faut croire que cette pratique réussit bien, que la misère a été chassée, car, en dénombrant les délégués, on peut voir qu'il n'y a pas beaucoup de pauvres diables d'ouvriers parmi eux.

La première impression d'un congrès coopératif est de se trouver parmi des bourgeois de second ordre, qui se donnent des allures de respectabilité, mais qui, en petits groupes ou aux tables de café, jouent assez bien le rôle illustré par Balzac sous la figure de Gaudissart.

Le Tréport, où se sont tenues, de jeudi à samedi dernier, les assises nationales de la coopération, a dû faire de bonnes affaires. Ville de mercantils, elle a vidé les poches des délégués avec entrain et désinvolture.

Les congrès coopératifs ne servent pas à grand-chose. Si celui du Tréport pouvait avoir ouvert les yeux sur l'exploitation éhontée qui s'épanouit sur nos plages et interdite aux travailleurs de faire goûter à leurs familles les plaisirs sains des bains de mer, et donnait l'idée d'organiser sur les plages quelque chose d'économique pour ces familles, il aurait un résultat des plus heureux.

Mais, à part quelques ouvriers dépayés dans ce milieu, il semble que la majorité des délégués n'y regardait pas de si près, n'étant nullement étonnés ni révoltés de dépenser une cinquantaine de francs par jour à l'hôtel. Cela n'avait pas l'air de trop choquer leurs habitudes.

Les quatre cinquièmes au moins des participants au congrès sont des directeurs ou administrateurs rétribués de coopératives, des chefs du mouvement coopératif. Ils n'ont plus grand-chose de commun avec la classe ouvrière. Leur existence les rapproche, les apparente avec la bourgeoisie.

Comment s'étonner si aucune idée générale n'est agitée dans les débats ? Si les quelques rares phrases causant d'émancipation sont accueillies avec... politesse.

Quand Castel et Cozette, d'Amiens, annoncèrent au Congrès qu'on avait donné 35.000 francs aux grévistes, qu'il y avait une bibliothèque, que des œuvres de prévoyance, maladies, etc., fonctionnaient chez nous, la plupart des délégués avaient l'air sérieusement étonnés.

On se demande quel idéal meut beaucoup de ces « coopératives ». Beaucoup m'ont eu l'air d'être de simples hommes d'affaires, cherchant les bonnes places. La question sociale traitée devant eux, ça ressemble à un sermon sur la charité prêché devant des exploités calotins.

Des discussions, ou plutôt des discours du Congrès, je n'ai retenu comme en valant la peine que trois choses.

La première, l'intervention des communistes, Henriot et consorts. Henriot, qui avait l'air à Bordeaux d'un ouvrier, endimanché et négligé, a acquis, avec son mandat de député, une tenue de notaire de province. On le sentait qui se croit plus important. Leurs critiques contre le comité central auraient du bon, mais comme ils agissent de la même façon que ceux qu'ils critiquent, les réponses qu'ils s'attirent les cinglent désagréablement. Ils ne sont guère en état de discuter. Ils sont trop mal placés.

Un discours assez bon fut celui de Poisson. Pour répondre aux communistes, il défendit l'autonomie du mouvement, en dehors de l'Etat et souvent contre l'Etat. J'ai souvent remarqué que les orateurs les plus modérés vont toujours pêcher parmi les idées anarchistes les thèmes à développer pour se faire applaudir. Seulement, ça a été un discours et dans la pratique il en est tout autrement. Poisson a fait tout ce qu'il a pu pour être député !!!

Enfin, le plus curieux, et qui donna bien le ton de ces congrès, c'est que le plus beau discours, le plus clair, le plus avancé, celui qui tendait le plus à faire de la coopération un mouvement de transformation sociale, ce fut celui prononcé par Albert Thomas.

Oui, le plus modéré, le plus bourgeois des socialistes réformistes fit dans ce congrès figure de révolutionnaire... à côté des autres, et c'est tout dire, n'est-ce pas ?

Albert Thomas nous montra les innombrables sociétés coopératives de toutes sortes, consommation, production, agriculture, etc., qui se formaient partout. Et de cette diversité, multiplicité, variété d'efforts (le mot est de lui), il traça les grandes lignes d'une société nouvelle en formation. La politique, le centralisme, l'Etat, de tout cela il ne parla pas. La vie, l'initiative, l'effort de chacun et de tous allant à la rénovation sociale, chaque groupement avec ses caractéristiques, mais — ils ne l'ont pas vu, cela — c'est une méthode anarchiste, encore une fois.

C'est à peu près tout ce qu'il y avait d'intéressant dans ce congrès.

Mon impression générale est que la coopération, sous toutes ses formes, consommation et production, est la route vers l'avenir de l'humanité.

La coopération pose comme principe que le mieux-être s'acquerra par l'association des hommes entre eux, groupés pour la satisfaction de leurs besoins, s'unissant pour profiter des avantages que l'association donne.

La coopération, sous toutes ses formes et pour toutes les espèces d'activité humaine, est la forme la meilleure de toute société.

Théoriquement, la coopération se repose sur les principes libertaires.

Malheureusement, au point de vue pratique, la coopération qui, au début, à l'époque des sacrifices, fut l'œuvre des pauvres, des humbles, a connu, avec la prospérité, les déviations, l'invasion des types cherchant une bonne place. Ceux-ci sont en train de lui tuer tout idéal, de la ravalier au niveau

de quelconques sociétés anonymes. Ce sont eux qui dominent dans les congrès.

Est-il encore temps de remettre la coopération sur la bonne voie ? Aux camarades et aux coopératives de répondre... par l'action.

G. BASTIEN.

P.-S. — J'ai été très étonné que les camarades, de la Famille Nouvelle n'aient apporté aucune protestation contre la décision de la Commission des mandats de n'accepter que l'équipe Henriot ?

Nos Echos

Ge cher maître.

L'élite de la jeunesse catholique de Paris vient d'envoyer ses doléances et toute son infinie gratitude au « monsieur et cher maître qui possède l'ineffable privilège de représenter en ce pays les derniers débris de la vieille noblesse décadente. Il y a dans cette épître des étudiants catholiques au pornographique royal de fort bonnes choses. Par exemple, quand on lit que ces jeunes gens sont venus à l'A. F. parce qu'ils ont « découvert la formule de salut » qui leur permettra de « sauver leur foi et celle de leurs frères », on sent un fou rire vous gargariser le larynx. Non ! s'imagine-t-on le Baudet professeur de morale, nombril du catholicisme et de la foi salafitaire ! Vrai, c'est à se tordre les boyaux et à délirer de joie !

Le salut et la foi, pour Léon, ce sont les millions des vieilles filles, des colonels en retraite et de toutes les royales poires que le ciel de France et de Navarre rend si juteuses et si bonnes à presser. Quand au qualificatif de « cher maître », il ne le mérite guère qu'on fait de chantage. Il est vrai que les jeunes catholiques aiment sans doute beaucoup mieux les éloges de l'abbé Foul de la rue de Rome que la morale et les enseignements du charpentier de Bethléem. Ce dernier n'était-il pas de la basse classe !

Les idoles f... le camp.

Le prisonnier Marty, symbole de la révolte de la mer Noire contre l'impérialisme français et en faveur de la Révolution russe, nous était sympathique, quoique officier.

Son adhésion à la caserne moscovitaire nous avait causé quelque peine. Son élection à la Chambre nous fait l'effet d'un homme tombé à la mer.

Il semble bien perdu pour la propagande. L'Humanité nous l'a présenté, l'autre jour, à la sortie des Folies-Bourbon, « en casquette à basse viscopie, veston flasque, chemise de stock américain », en compagnie des ouvriers Baranton et Aufray, en chapeau et en complet bourgeois.

Pourquoi, diable, l'ex-officier de marine se déguise-t-il en tenue qui n'est pas la sienne ? Se croit-il, ainsi vêtu, davantage Bloc ouvrier et paysan ?

Adieu, Marty, adieu idole fuyante, adieu prisonnier du parlementarisme et du cabolage !

Chômage en perspective.

Le nonce papiste établi à Paris est très préoccupé depuis le résultat des élections françaises. Il est menacé de perdre sa place avec le coup de larre à gauche.

D'ailleurs, le patron du Vatican n'est pas content du nonce. Ce dernier n'a pas exactement renseigné Rome sur la situation française.

Si le gouvernement de gauche applique son programme laïque, l'emploi du nonce va être supprimé, comme inutile.

Le bruit court que ce chômeur forcé ira s'embaucher comme terrassier aux régions libérées.

L'esprit de M. Naudin.

Nul ne savait encore que M. Naudin est tant d'esprit. Il vient de le prouver, ces jours derniers, avec un mal-à-propos assez peu de circonstance. Au sujet d'une question écrite que lui avait posé un conseiller général, M. Givort, par suite des agissements de la T. C. R. P. qui l'a débauché de faire payer leurs places aux aveugles de guerre, lorsqu'ils voyagent seuls, l'indéniable préfet de police répondit que le texte de la décision accordait le transport gratuit aux aveugles munis de leur carte lorsqu'ils étaient accompagnés d'un guide payant, lui, sa place. Dommage que M. Naudin ne soit pas professeur d'histoire au Collège de France, il aurait, sans nul doute, rendu des points au père Loriguet, dans l'art de la falsification et de l'interprétation des textes.

Nous le recommandons instamment à M. Poincaré qui pourrait s'en servir fort utilement pour démontrer que l'Allemagne est la seule responsable de la guerre de 1914. Nous n'aurions jamais pensé, cependant, qu'il pût y avoir tant d'esprit et tant de machiavélisme dans le crâne d'un préfet de police. Mais les imbéciles qui ont fait un texte aussi ridicule et se prêtant à de telles malversations, auront-ils assez de courage pour le réviser et lui donner une signification précise ?

Un professeur de léninisme.

Ah ! nous avons encore de beaux jours à vivre tant que durera le soleil moscovite et aussi longtemps que ses rouges rayons continueront à incendier et à allumer la flamme de la révolution perpétuelle dans le cerveau lumineux et fécond des grands chefs de l'orthodoxie zianine.

On vient, en effet, de nous communiquer à l'instant, que le citoyen Sellier a fait, au Conseil national du P. C. D. F., un véritable cours de léninisme, pendant lequel il enseigna, par la théorie et la pratique, aux militants orthodoxes, qui en sont demeurés éberlués, les formules vivifiantes par lesquelles on assimile littéralement les socialistes et les syndicalo-anarchistes, en même temps qu'on arrive comme un zèbre aux portes de la révolution. Tout le monde, paraît-il, a été enchanté de voir avec quelle prestidigitacion Sellier savait agiter les lignes directes et les voies claires de la doctrine léninienne, et un grand nombre de fidèles, lorsque les acclamations d'usage et les rites de la jeune Eglise furent terminés,

se retirèrent fermement persuadés qu'ils étaient en possession de la science complète et de l'aveuglante vérité du crétinisme — non, pardon ! — du léninisme intégral.

La moisson sera belle.

Qui donc disait que nous allions connaître maintenant l'époque des vaches maigres ? Sans doute encore un de ces noirs prophètes de calamités ! Mes frères en infortune, tranquillisez-vous ! Une bonne nouvelle nous arrive à toute vitesse par le canal de notre frangine du 142, nouvelle qui sera certainement très agréable à tous ceux qui avaient craint un moment que la pluie et le mauvais temps, les trop rares soleils n'eussent compromis les prochaines récoltes. Du bonheur et de la joie, de l'abondance, des fleurs, des fruits, des pommes et des poires, voilà ce qui nous attend. Ah ! quelle belle moisson nous allons avoir !

En effet, après les semailles de froment assainies d'engrais expédiés via Moscou-Montmartre et enluisés dans cette vieille et bonne terre française par les bons soins des laboureurs du F. L. S. C. aux premiers beaux jours du joli mois de mai, voici que « le Bloc des Gauches fera germer demain le grain semé » par les rudes paysans du B. O. P.

Le terrain se défriche et les succès s'annoncent comme devant être mirobolants, à la façon des trépidations du député antiparlementaire, et les jours prochains vous feront assister à la saillissante récolte et à la plastromante cueillette des poires. Sont-ils rigolos quand même, ces orthos !

La Vie des Lettres

« Les heures qui pleurent », poèmes

Vers de jeunesse ? Sans doute. Ils sont si mauvais ! Chaque poème vous peine. Point d'originalité. La forme, qui veut être classique, s'embarrasse de chevilles et se rit de la syntaxe. Le tout, accommodé d'un romantisme désuet :

Regarde-moi comme je ris !
Comme elles rient mes lèvres mortes ;
Eteins la flamme, ouvre la porte,
Pour mieux me voir comme je ris !...

Plus loin :

Je n'avais plus que ça,
Plus que ça, car m'importe
Peu la vie, et sa Porte !...

Oh ! celle « Porte »... Certes, M. Edmond Rostand a écrit dans la Dernière Nuit de Don Juan :

Apprends que les beaux vers, comme les
[belles filles,
Laisent négligemment paraître leurs che-
[villes...

mais tout de même...

Enfin, mieux vaut pour M. Jean d'Esparbes, l'auteur du recueil, ne pas pousser plus loin l'analyse...

ANECOTE :

« Connaissance » nous rapporte une anecdote qui ne manque pas de piquant. Voici une lettre reçue au Petit-Palais et émanant d'une organisation artistique américaine : la Keystone View Company of New-York, 91, Seventh Avenue, cable address Pressis, telephone Chelsea 1899 and Chelsea 60 35, et datée du 3 mai :

« M. Puvis de Chavannes,
« Petit Palais,
« Paris, France,
« Dear M. Puvis,
« We would appreciate it greatly if you would send us for publication, an recent photograph of yourself.
« Thanking you in advance for this courtesy, we are,
« Very truly yours,
« Keystone View Co., Inc.
« (E. P. Willey). »

Ainsi, une organisation « artistique » qui écrit à Puvis de Chavannes pour lui demander une photographie ! Alors que Puvis de Chavannes est mort en 1898 ! Ah ! ces Américains ! Il est vrai que les « Nouvelles Littéraires », au moment de leur lancement, avaient bien écrit à feu Marcel Schwob pour lui demander sa collaboration...

Georges VIDAL

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 80 heures : Samson et Dalila ; Siang-Sin.
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Lakmé ; Cavalleria Rusticana.
GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : La Perle de Chicago.
TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Veronique.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — 20 heures : 318^e anniversaire de la naissance de Corneille : Psyché ; Poèmes ; Le Cid.
ODEON. — 20 h. 30 : Le Simoun.
VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour
NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : J'ai une idée
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h. 30 : Monsieur Le Trouhadec saisi par la débauche.
THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Le Pauvre Homme.
THEATRE DES MATHURINS. — Relâche.
VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 45 : Celui qui reçoit les invités.
MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 45 : Petite Lumière et l'Ourse.
THEATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Fillet.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, j'veux bien !, revue.
LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazot, Noël-Noël, Paul Grofé, Raymond Bartel, Eugène Rossi, Augustin Martini.
« Chambre à louer », revue — Dimanches et fêtes, malinées à 15 heures.
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 heures : Charles d'Aray et les chansonniers : Dornano, Brubach, Géo Robert, Loréal ; Mmes Jane Marsan, Lili de Tarbes. Spectacle d'art et d'éducation.
LE CARILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : « Têtes de Sport et Têtes de l'Art » revue : les Chansons de la butte.
LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'est quoi.
LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin-Pecqueur). — 20 h. 30 : Vaillances d'art : Maurice Hallé et les chansonniers.
LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

A travers le Monde

ANGLETERRE

IMPORTANT MOUVEMENT GREVISTE

La grève du métro
Les cheminots suivront-ils ?

Londres, 5 juin. — Environ trente-cinq ou quarante stations du métropolitain de Londres sont restées fermées aujourd'hui à cause de la grève d'un certain nombre d'ouvriers des ateliers du métro et de spécialistes électriciens chargés de veiller au bon fonctionnement des énormes dynamos qui alimentent une partie des principales lignes du chemin de fer souterrain de la capitale. Les chefs du Congrès des Trade Unions croient qu'il s'agit d'une manœuvre du parti communiste qui a réussi, en ces temps derniers, à influencer les ouvriers appartenant à des corporations diverses.

En raison du faible courant donné par quelques transformateurs, il fallut réduire les services des trains de telle façon que les stations ouvertes au public sont maintenant congestionnées comme elles ne l'ont jamais été.

Jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise ni par les Compagnies ni par l'Union nationale des cheminots ; à vrai dire, aucune de ces organisations ne sait avec qui elle doit entrer en négociations, la grève n'étant pas officielle.

La grève s'est déjà étendue à certains ateliers de Birmingham, de Cardiff et dans le sud du pays de Galles ; mais l'effet de l'arrêt du travail ne s'est pas encore fait sentir.

D'autre part, les chefs de l'Union des chauffeurs et mécaniciens de locomotives se sont réunis aujourd'hui et menacent de déclarer la grève si les Compagnies ne donnent pas satisfaction à leur demande concernant le fonctionnement du service du dimanche et certaines autres questions secondaires.

A l'arsenal de Woolwich, les ouvriers spécialisés et les hommes de peine, soit environ 80 000 du personnel de l'arsenal, demandent une augmentation de 11 shillings par semaine et menacent de cesser le travail s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Enfin, les représentants de 52 syndicats ouvriers dont les membres sont des mécaniciens, tourneurs, raboteurs, etc., ont demandé également une augmentation de salaires de 1 livre sterling par semaine et refusent de discuter la question de la stabilisation de l'industrie avec la Fédération patronale jusqu'à ce que satisfaction leur ait été donnée.

La encore, on croit qu'une grève éclatera d'ici quelques jours.

Dernière heure, les ouvriers électriciens des centrales électriques de Broad Lane, à l'ouest de Londres, ont décidé eux aussi de se mettre en grève à partir de minuit, de telle sorte que la principale ligne de chemin de fer métropolitain qui relie l'est de la capitale tout en desservant les principales artères du centre de Londres, sera fermée au public demain matin.

UN CONFLIT RUSSO-TURC ?

Londres, 5 juin. — Les « Daily News » écrivent, au sujet de la menace de guerre de Trotsky, que des observateurs officiels et non officiels sont convaincus que les chances d'empêcher une guerre sont maintenant négligeables. En tout cas, il est clair que le reste de l'Europe ne pourrait pas permettre une tentative, de n'importe quel côté qu'elle vienne, pour s'assurer la possession de Constantinople et des Détroits.

ROUMANIE

LA SITUATION A BUCAREST

Bucarest, 5 juin. — Contrairement aux bruits qui ont couru ces jours-ci et qui émanaient soit de Vienne, soit de Belgrade, soit de Budapest, le gouvernement roumain, qui a à sa tête M. Bratiano, n'a pas été renversé.

Des manifestations de paysans ont eu lieu, il est vrai, sur l'initiative du général Averescu, mais elles n'ont pas eu d'autre suite et, à part quelques bagarres, tout s'est passé dans le calme.

JAPON

UNE EXPLOSION A BORD D'UN HYDRAVION

Tokio, 5 juin. — Une explosion s'est produite, aujourd'hui, à bord de l'hydravion n° 5. Les cinq personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil ont été tuées.

ESTHONIE

UN ACCIDENT DE CHEMIN DE FER FAIT 23 VICTIMES

Copenhague, 5 juin. — D'après un message de Reval, un accident de chemin de fer a eu lieu, hier matin, sur la ligne Walk à Reval ; 12 personnes ont été tuées, 6 grièvement blessées et 12 autres légèrement. Six wagons ont été détruits.

ITALIE

LES RELATIONS ITALO-TURQUES

Rome, 5 juin. — On annonce que le gouvernement italien a donné à l'ambassadeur de Turquie, Suad Bey, les assurances les plus formelles sur les intentions amicales de l'Italie envers la Turquie.

On annonce, d'autre part, qu'à la suite de ces déclarations, Ismael Pacha a fait savoir que tout malentendu était dissipé entre les deux pays.

ALBANIE

LES TROUBLES INSURRECTIONNELS

Rome, 5 juin. — Les dernières informations parvenues de Valona confirment que l'encerclement des forces régulières albanaises par les troupes nationalistes est maintenant complet.

Les déflections se multiplient parmi les contingents gouvernementaux et une capitulation des réguliers est maintenant considérée comme imminente.

L'ATTITUDE DE L'ITALIE

Les journaux italiens publient une note

d'allure officieuse qui semble répondre au récent communiqué de Belgrade et qui déclare que les événements d'Albanie sont d'ordre purement intérieur et qu'on ne saurait, en conséquence, concevoir aucune intervention étrangère.

Le point de vue italien est donc identique à celui du gouvernement de Belgrade.

A TRAVERS LE PAYS

UNE COLLISION D'AUTOMOBILES

Quatre blessés

Versailles, 5 juin. — Deux automobiles sont entrées en collision, route Nationale, à Cormeilles-en-Parisis, par suite de l'éclatement d'un pneumatic, l'une des voitures, conduite par M. Henri Chemin, 9, avenue de Clichy, à Paris, capota. Ce dernier, ainsi que trois personnes qui avaient pris place dans la voiture : Mme Chemin, mère du conducteur, et MM. Mercier, demeurant à Juvisy, et Turin, habitant Neuville-lez-Rouen, ont été assez sérieusement blessés.

ATTACHEMENT CULTUREL PAR UN EXPRESS

Tours, 5 juin. — M. Laurent, 64 ans, cultivateur à Saint-Michel-sur-Loire, traversait en voiture le passage à niveau de Planchoy, sur la ligne de Tours à Nantes, lorsque l'express de Paris arriva et culbuta l'attelage.

Le malheureux cultivateur fut tué sur le coup. Sa petite fille, âgée de treize ans, qui se trouvait dans la voiture, grièvement blessée, succomba peu après. Le gendre et la fille de M. Laurent, qui l'accompagnaient, sortirent indemnes de ce grave accident.

FAUTE DE SOINS

UN GAZÉ MEURT SUR LA ROUTE

Limoges, 5 juin. — Après avoir assisté à une réunion, un jeune homme, Louis Peyrand, 23 ans, ouvrier ébéniste, se rendait seul chez lui, chemin de Naugeat. Arrivé à cent mètres de son domicile, il fut pris d'une crise pulmonaire et il mourut sans que personne lui ait porté secours, peut-être parce que les passants crurent être en présence d'un ivrogne.

Son cadavre ne fut découvert que ce matin. La victime, qui était un gazé de la guerre, avait succombé aux suites de cette blessure.

On fait esquisser des gens pour défendre des capitaux, mais on les laisse crever ensuite quand on n'a plus besoin d'eux.

DEUX USINES INCENDIEES

Boulogne-sur-Seine, 5 juin. — Ce matin, à 7 heures, un incendie s'est déclaré à l'usine de chocolat Prévost et dans une blanchisserie miloyenne, sises rue de Billancourt.

Le feu a été combattu par les pompiers de la localité, assistés par l'équipe spéciale des usines Renault.

Les dégâts sont importants. Et les ouvriers chômeront, cependant que les patrons récupéreront leurs dommages par les primes d'assurances.

UNE MANIFESTATION DE CHEMINOTS A LYON

Lyon, 5 juin. — A 17 heures, des employés de chemin de fer, au nombre d'un millier, ont manifesté devant les trois principales gares de Lyon : Perrache, La Guillotière et des Brotteaux, réclamant l'application de la loi de huit heures, les 1.600 francs et la réintégration des cheminots révoqués.

Après quelques harangues, la manifestation a été dissoute sans incident.

UNE CHUTE MORTELLE

Beauvais, 5 juin. — Tombé de bicyclette, le cordonnier Eugène Damay, 35 ans, de Bury, s'est fracturé le crâne. Il a été transporté à l'hôpital de Beauvais, où on l'avait transporté.

UN SQUELETTE DANS UN BOIS

Bordeaux, 5 juin. — On a découvert, dans les bois d'Ares, le squelette d'un homme dont la mort paraît remonter à plusieurs années. Aucune disparition n'a été constatée depuis longtemps dans la région. Une enquête est ouverte.

INCENDIE DANS UNE USINE

Dijon, 5 juin. — Un violent incendie a éclaté hier soir, à 20 heures, au usines Aubert, rue du Havre, à Dijon, qui réunissent une fabrique de moutarde et de produits pour charcuterie, à des ateliers de menuiserie et de machines. Le feu prit dans une travée des ateliers de menuiserie, gagna rapidement, malgré de prompts secours, la toiture des ateliers des moteurs, et il fallut faire la part du sinistre, en abattant la toiture d'un autre atelier contigu, afin de préserver les bâtiments de l'administration. La comptabilité fut sauvée.

Les dégâts dépassent trois cent mille francs. Les pompiers étaient secondés par des soldats du 27^e d'infanterie et du 404^e de défense contre avions. Un pompier, M. Mouret, s'est blessé en tombant à travers le toit vitré, mais sa vie n'est pas en danger.

BLESSE MORTELLEMENT PAR UN INCONNU DANS UN TRAMWAY

Saint-Etienne, 5 juin. — M. Emile Poirat, âgé de 24 ans, qui recut, dimanche soir, dans un tramway, une balle de revolver au bas-ventre, tirée par un inconnu qui prit la fuite, a succombé, cet après-midi, aux Hospices de Saint-Etienne, où il avait été transporté.

UN PERE BLESSE SON FILS A COUPS DE FUSIL

Blois, 4 juin. — Les nommés Groisil, père et fils, cultivateurs, demeurant aux Essarts (Loir-et-Cher) vivaient en mésintelligence. Hier, après l'audience de la justice de paix à Montoire, le fils Groisil alla jeter des pierres dans les fenêtres de la maison de son père. Ce dernier, qui était pris de boisson, s'arma alors d'un fusil et tira deux coups sur son fils, qui s'affaissa. Des personnes accourues au bruit relevèrent la victime qui, grièvement blessée, fut transportée d'urgence à l'hôpital de Vendôme.

Pendant ce temps, la gendarmerie, prévenue, se rendait sur les lieux. La capture du père fut difficile. Il s'était barricadé chez lui et menaçait avec son arme les agents de la force publique. Arrêté enfin par une ruse, Groisil père fut conduit à Vendôme et écroué.

La Participation aux bénéfices

C'est une vieille chanson démocratique qui fut chantée pour la première fois en France, sans doute avec l'espoir d'endormir les colères motivées par la lutte de classes.

La participation des ouvriers aux bénéfices d'une entreprise a pour but évident de faciliter l'union sacrée entre deux catégories irréconciliables : les exploités et les exploités. Elle est tout de même, dans son principe, un progrès théorique sur le salariat comme ce dernier en fut un sur le servage.

Elle reconnaît implicitement que le salaire donné à l'ouvrier n'est pas un règlement intégral, et que le producteur a également des droits sur les bénéfices de la production.

Du point de vue révolutionnaire, la participation aux bénéfices peut être considérée comme un premier et dérisoire acompte pris sur les voles patronaux. Dans la pratique, elle est plutôt une amoune humiliante et elle n'est pas toujours un complément de salaire, les patrons, en certains cas, la récupérant par une diminution des salaires.

Contraire la documentation sur ce sujet, c'est s'instruire, et c'est à ce titre que nous donnons les renseignements suivants :

Il y a 45 ans, en 1870, se constituait une « Société pour l'étude pratique de la participation du personnel dans les bénéfices ». Des sociétés industrielles et commerciales établissent différents systèmes qui ne firent pas beaucoup avancer la question sociale.

La loi du 18 décembre 1915 a rendu la participation obligatoire pour les sociétés coopératives ouvrières de production ; ces sociétés, fondées par les ouvriers eux-mêmes, ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés ; il ne s'agit donc pas d'entreprises dirigées primitivement par un patron propriétaire. En d'autres termes, les entreprises visées par cette loi sont celles où les ouvriers se partagent entre eux les bénéfices et non pas celles où la répartition s'opère entre la direction d'une part et le personnel d'autre part.

Le 26 avril 1917, une autre loi a prévu la création de sociétés anonymes à participation ouvrière, où l'existence d'actions de travail assure au personnel occupé une part des bénéfices réalisés.

La loi du 9 septembre 1919 a sanctionné le principe de l'obligation en imposant la participation aux nouvelles concessions minières.

A noter la loi du 29 octobre 1921, qui institue un système de primes en faveur du personnel. Cette loi ne prévoit pas à proprement parler une participation aux bénéfices ; les primes attribuées au personnel ont pour objet de l'intéresser au développement du trafic et à la diminution des dépenses, mais ne sont pas calculées sur les bénéfices nets de l'exploitation.

En 1920, deux projets de loi, tendant à rendre obligatoire la participation aux bénéfices, furent soumis au Parlement. Des enquêtes furent faites et une brochure de 130 pages vint d'être publiée à cet effet.

L'Office du travail avait évalué à 120 en 1889 et à 120 en 1896 le nombre total des entreprises appliquant la participation.

D'autre part, une enquête privée en comptait 133 en 1893 et seulement 88 en 1901.

Tous les établissements n'ont pas fourni des renseignements complets sur le montant des sommes distribuées. Les 53 établissements qui ont donné des précisions sur ce point ont distribué au total 25 millions 743.000 francs en 1921 ; la part moyenne revenant à chaque participant ressort ainsi à 906 francs.

Il est cependant assez difficile d'établir une moyenne, étant donné qu'une entreprise très importante a distribué à elle seule 11 millions. Si l'on fait abstraction de cette entreprise, la moyenne individuelle se trouve ramenée à 653 francs par an. Cette part individuelle est d'ailleurs très variable d'un établissement à l'autre, puisqu'elle oscille entre un minimum de 24 frs. et un maximum de 4.169 francs.

Si l'on excepte 2 établissements où la situation est assez exceptionnelle, on constate que la proportion des participants à la répartition des bénéfices varie de 24 à 91 pour cent de l'effectif employé pendant l'année, la proportion moyenne étant de 72 pour cent.

Dans 37 établissements, les parts attribuées au personnel ont été versées immédiatement en espèces avec libre disposition ; dans 16 autres, les versements ont été effectués partie en espèces, partie avec affectation spéciale (société de secours mutuels ou Caisse nationale des retraites) ; dans 22 autres enfin, aucun versement n'a été effectué en espèces (versements différés, en totalité ou en partie, achat de parts de commandites ou d'actions, versements à la Caisse nationale des retraites).

En somme, la participation a été une pure illusion. En beaucoup d'endroits, les salaires ont été diminués en conséquence et l'ouvrier ne touchait pas davantage, au total, avec la participation que sans elle.

En d'autres cas, les sommes à distribuer étaient versées pour la maladie et la retraite, et le patron se faisait une réclamation philanthropique en « virant » la part ouvrière.

Les projets de 1920 ne seront pas plus efficaces s'ils deviennent une loi. La participation sans le contrôle ouvrier de l'entreprise est une fumisterie. Même le contrôle en période capitaliste ne peut être qu'une satisfaction de pure forme, qu'un moyen d'étudier la technique et d'augmenter la propagande syndicale.

En Russie soviétique où, dans de nombreuses industries, l'Etat « prolétarien » participe avec le capital bourgeois, il s'ensuit que si l'Etat et les capitalistes sont les maîtres, il y a toujours un prolétariat mineur, non-possédant, lequel est lui-même rémunéré de façon très inégale puisqu'il y a 18 à 20 catégories de salaires différents. Si, en attendant l'expropriation totale des bourgeois, un stade de participation est imposé à la classe ouvrière, celle-ci ne peut la considérer que comme un premier jalon.

En tous les cas, la participation aux bénéfices ne peut jamais être considérée comme un moyen de consolider le système capitaliste. Au contraire, ce ne pourra être que la première bouchée jetée forcément par des profiteurs inquiets et malins qui sentent grandir derrière eux la masse des affamés.

Les créateurs des richesses sociales ne sont pas des mendiants. Les miettes ne sauraient leur suffire, ils ont droit au festin. — B.

En lisant les autres...

Un jugement véridique

Dans son « raccourci » d'hier, Pangloss écrit dans l'œuvre une chose fort juste sur le « snobisme » de ce député communiste qui, pour faire des épates, s'habille en ouvrier :

Le camarade Marty, ancien officier de carrière, est au fond un sale aristocrate. Il vient à la Chambre avec des vêtements riches, le casquette molle à viscopé, en chemise kaki et les mains soigneusement salées. En séance, il se débraille, met les mains dans ses poches, exhibe les pattes de ses bretelles.

A côté de lui, les autres communistes sont en veston propre, avec un faux-col et une cravate, ils tiennent comme des gens bien élevés. Ils n'érigent pas la saleté en principe et n'en font pas un drapeau. Ce sont, eux, de vrais ouvriers, habitués à se laver après le travail.

Une tenue de prolétaire, la défroque du camarade Marty ?

Non, Mais c'est bien comme ça que les aristocrates, qui méprisent le prolétaire et le gaudvieux, se figurent le prolétaire.

Nous ne pouvons que souscrire à cette appréciation — et si le ridicule lui-même, encore, il y a déjà près d'une semaine que Marty, serait mort.

Pauvre syndicalisme !

M. François Million, qui fut pourtant, aux heures noires de la guerre, un syndicaliste pacifiste, public hier, dans le Peuple, un article sur la question présidentielle :

L'échéance est venue ! M. Millerand se trouve dans l'obligation de s'incliner devant la volonté populaire qui lui a signifié nettement que sa place n'est plus à l'Elysée !

M. Millerand a voulu miser sur la chance du bloc national, il a été délibérément le poids de son autorité présidentielle dans la balance de la consultation du pays ; il a perdu la partie et il est de toute logique qu'il paie sa défaite du prix de sa position.

Toute l'argumentation des journaux dévoués à M. Millerand, et notamment du « Temps », a consisté à reconnaître cette situation exceptionnelle créée par M. Millerand lui-même.

La question de l'irresponsabilité présidentielle ne peut se poser quand le président de la République sort de son rôle d'arbitre des partis en se plaçant délibérément au cœur même de la bataille.

C'est M. Millerand qui a déclaré publiquement que si le verdict populaire était contraire à la politique du Bloc national, « il saurait ce qu'il lui reste à faire ».

M. Millerand a l'habitude de lâcher ses amis et connaît à merveille l'art de faire des volte-face. Le pays lui donnera une leçon d'honnêteté de parti et de moralité en l'obligeant à tenir sa parole et à se solidariser avec son coéquipier Poincaré qui, lui, a au moins le mérite de savoir s'en aller avant d'être mis à la porte.

M. Millerand n'a jamais eu l'estime de la France, il faut au moins qu'il se preserve d'en mériter le mépris en se cramponnant à une fonction qu'il devait quitter le 13 mai.

M. Millerand a trahi tous les partis jusqu'ici et la seule amitié qu'il peut revendiquer, à l'heure actuelle, est celle de Mlle Cisselle, de la « Guerre sociale », devenue la vieille bigote qui signe toujours Gustave Hervé dans la « Victoire ».

Les syndicalistes n'ont pas l'habitude de se soucier des faits et gestes de la personnalité qui occupe le palais de l'Elysée, mais ils savent que M. Millerand est l'homme de la politique de violence et d'antagonismes qui risquerait de conduire les peuples à une nouvelle guerre dévastatrice, et c'est la raison puissante qui les fait se dresser contre lui et contre ses projets.

La classe ouvrière déteste M. Millerand... d'ailleurs encore depuis quinze jours en raison de son attitude déloyale.

Quand un travailleur est remercié par son employeur, il n'attend pas qu'on lui répète l'invitation de partir et qu'on le mette à la porte ; il sait s'en aller, la tête haute, en regardant bien en face son patron, bien que la faim l'attende souvent dans la rue...

C'est une leçon de dignité qu'il faut aller prendre chez les ouvriers, monsieur Millerand ; il faut savoir partir... et ne pas donner la triste impression que l'on attend d'être chassé !

Oui, c'est entendu ! seulement, dans le fond, il y a des problèmes plus graves qui devraient solliciter l'attention de Million. Car un changement de président de la République ne saurait en aucune façon résoudre un seul point du problème social.

Et puis, il est maladroit de parler du « savoir partir » dans une maison où M. Jouhaux régnait depuis douze ans et d'où il ne veut pas partir — démolissant le syndicalisme par son obstination à se cramponner au fautoil confédéral.

Pauvre syndicalisme ! dont les militants se préoccupent uniquement de la question de la présidence de la République !

La paille et la poutre

Le citoyen Carcel Machin écrit, dans la Pravda de Paris :

Voilà un mois que leurs élections sont terminées et les politiciens bourgeois du Reich, cloisonnés en quatre ou cinq clans, sont obligés en désespoir de cause de revenir au chancelier Marx, malgré son discrédit.

Merx accepte lui aussi le rapport Dawes. L'industrie et le commerce allemands subissent une crise redoutable de crédit ; l'économie entière du pays est atteinte gravement ; l'intérêt de l'argent est à un taux de 70 à 80 pour cent et l'instabilité des affaires ébranle l'armature même de l'Allemagne.

Dès lors, les industriels et les commerçants allemands contractent, en fin de compte les parts peccables, même les chauvins, à accepter les conclusions des banquiers anglo-saxons qui promettent de leur avancer les centaines de millions d'un futur emprunt international. Ils ont un tel besoin de ce crédit garanti par les Américains qu'ils sont prêts aux sacrifices ; d'autant plus volontiers qu'ils les feront payer par les prolétaires du Reich, désormais dépouillés de la journée de huit heures et payés à des salaires de famine.

Quant au désarmement, aux réductions de service et autres problèmes connexes, Poincaré a déclaré formellement qu'on attendra de savoir si les Allemands ont bien obéi aux conventions militaires imposées par Versailles avant de procéder à des transformations de l'armée.

Reste enfin le problème de la « sécurité ». Herriot affirme qu'il a besoin de « pactes de garantie », et la Société des Nations confère aux puissances le droit de « conclure des accords défensifs complémentaires » du pacte général. C'est dire que, comme avant 1914, les alliances de grandes nations peuvent se nouer avec leurs menaces constantes de guerre.

Tels sont les plans pour l'action extérieure du gouvernement des gauches.

Les socialistes sanctionneront désormais cette politique réactionnaire ; ils se sentent engagés à la soutenir de concert avec la bourgeoisie radicale, le vote de la loi de budget en assureraient le succès. Et nous ne cesserons pas de faire tige la classe ouvrière française d'un aussi

scandaleux abandon de tout principe socialiste et internationaliste.

Mais l'homme du Pacte de Bordeaux a bien sanctionné — ainsi que tous les disciples, du reste — la politique réactionnaire du Krenelin.

Ils ne s'insurgent pas quand Rykov envoie des lettres de félicitations à Mussolini.

Alors, pourquoi être si purs en France, quand on est si transigeants en Russie et ailleurs ?

Parce que, en France, on cherche à faire gober aux gogos les boniments démagogiques du presque ministre de Poincaré de 1917.

FEDERATION ANARCHISTE DU SUD-EST

Groupe des Causeries populaires

17, rue Marignan

Samedi, à 20 h. 30

GRAND MEETING

pour

L'Amnistie et contre le Fascisme

Salle du Chalet Russe, 59, avenue Berthelot

Avec le concours du camarade Chazoff, de l'Union anarchiste ; Cl. Journet, de la F. A. du Sud-Est ; J. Perrin, des Causeries Populaires ; X., de l'Union des Syndicats

Participation aux frais : 1 franc.

Pour l'Amnistie en Russie et ailleurs

Les succès obtenus à Amiens, à Troyes, à Paris, en faveur de l'amnistie en Russie, et ailleurs, font espérer un relèvement moral des masses.

L'amnistie ne simpose pas seulement aux pays de violente réaction comme en Espagne et en Italie, elle est d'une nécessité impérieuse en Russie soviétique. C'est une honte pour la République russe.

A propos du meeting de Paris, tenu au Palais de la Mutualité, mercredi soir, une lacune dans la transmission téléphonique a surpris l'intervention à la tribune de notre camarade Lucien Chevalier, des Métaux, lequel étant allé en Russie, nous fit un exposé intéressant de ce qu'il vit et de ses impressions, ainsi que des difficultés qu'il eut pour voir Trotsky, dans le but de faire libérer des détenus politiques.

Procédés de sauvages

Le 2 juin, un enfant de 5 à 6 ans ayant été blessé par une pierre, sur la voie publique, sa mère le conduisit à la « pharmacie moderne » du n° 69 du boulevard Voltaire.

Le pharmacien, le pharmacien, qui doit être un ignoble mercant, demanda 12 francs à la bonne femme pour prix de ses soins. Celle-ci, n'ayant pas d'argent sur elle, lui dit d'attendre un peu qu'elle aille en chercher.

Cela n'eut pas le don de plaire à l'apothicaire, qui gilla brutalement sa cliente, tout en la remettant entre les mains de deux filles qui se trouvaient là juste à point pour intervenir en faveur de ce gredin.

Est-ce que la police serait faite pour protéger les voleurs et les mercantis et pour assommer les honnêtes gens ?

LEURS DIVIDENDES

UNE MAISON S'ECROULE

SUR DES OUVRIERS

Marseille, 5 juin. — A Orange, une maison située rue Gourmande s'est effondrée subitement sur des ouvriers qui procédaient à d'importantes réparations. L'un d'eux, Victor Bernardi, 37 ans, pris sous un amoncellement de matériaux, a été tué. Deux de ses camarades : Abel Chabert et Casimir Besqui, ont pu être dégagés et sont grièvement blessés, ainsi que l'entrepreneur André Viale. Un cinquième maçon, Charles Christini, sauta du deuxième étage sans se faire aucun mal.

MINEURS ENSEVELIS

Deux succombent

Montpellier, 5 juin. — A Graissessac, trois ouvriers mineurs ont été pris sous un éboulement. Après seize heures d'efforts, l'un d'eux, Pierre Cannac, 25 ans, put être dégagé. Les deux autres : Henri Cannac, 27 ans, et Domingo Gargola, 31 ans, ont été retirés morts. Au cours des travaux de sauvetage, un charretier septuagénaire a été grièvement blessé.

Fédération anarchiste du Sud-Est

TOURNEE CHAZOFF

Quelques changements ont été apportés à l'itinéraire de la tournée Chazoff.

Voici les dates définitivement fixées pour les conférences de notre camarade. Aucun changement ne pourra, à présent, être apporté à cet itinéraire, Chazoff devant, à partir du 25 juin, assurer une série de meetings dans le Midi de la France :

OULLINS : Vendredi 6 juin.

LYON, (7^e) : Samedi 7 juin.

VIENNE : Samedi 10 juin.

VOIRON : Jeudi 12 juin.

FIRMINY (Loire) : Vendredi 13 juin.

SAINT-ETIENNE : Samedi

